

Résolution sur les récentes élections au Bangladesh

2014/2516(RSP) - 16/01/2014 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur les récentes élections au Bangladesh.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ALDE, Verts/ALE, ECR et GUE/NGL et Jaroslav Paska.

Le Parlement a **fermement condamné les meurtres et la violence généralisée** qui ont éclaté dans tout le pays à l'approche et pendant les élections Janvier 2014 - au moins 18 tués le jour des élections - et il a exprimé sa profonde préoccupation face à la **paralysie de la vie quotidienne au Bangladesh** en raison des grèves et des barrages et des affrontements entre les deux camps politiques, à savoir le BNP (Parti nationaliste du Bangladesh) et la Ligue Awami au pouvoir.

Le gouvernement du Bangladesh a été invité à **faire cesser immédiatement toutes les méthodes répressives** auxquelles ont recours les forces de sécurité, dont les tirs à balles sans discernement et les tortures en cas d'arrestation, et à relâcher les opposants politiques qui ont fait l'objet d'arrestations arbitraires.

Le Parlement a noté que **les élections ont été boycottées** par l'alliance d'opposition dirigée par le BNP, la moitié des circonscriptions étant dépourvues d'enjeu et la participation des plus faibles, de l'ordre de 40% selon les chiffres du gouvernement, de 20% selon les sources diplomatiques à Dacca et même moindre selon les représentants de l'opposition.

La résolution a déploré que le parlement et les partis politiques du Bangladesh ne soient pas parvenus à convenir d'un **mécanisme d'inclusion pour les élections**. Ils ont invité le gouvernement et l'opposition à préserver en priorité les intérêts supérieurs du pays et à trouver un compromis qui pourrait donner à la population bangladaise l'occasion de manifester son **choix démocratique selon un mode représentatif**; à cet égard, toutes les options devraient être envisagées, y compris des élections anticipées, si tous les partis politiques légitimes s'accordent pour offrir le choix aux électeurs.

Le Parlement a demandé que l'Union européenne use de tous les moyens à sa disposition pour aider un tel processus et qu'elle utilise ses ressources, notamment de **l'instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde** et l'instrument de stabilité Il a aussi demandé à sa direction du soutien à la démocratie de prendre le Bangladesh comme point focal pour les activités du bureau de promotion de la démocratie parlementaire.

Les députés ont également exhorté le BNP à prendre sans ambiguïté ses distances avec Jamaat-e-Islami et Hafezat-e-Islam, considérés comme les principaux instigateurs de la violence, en insistant sur le fait que les partis qui ont recours à des actes terroristes devraient être interdits.

Tout en reconnaissant que le tribunal international pour les crimes de guerre a joué un rôle important en apportant réparation aux victimes et autres personnes touchées par la guerre d'indépendance du Bangladesh, le Parlement a exprimé son inquiétude face au **nombre croissant de condamnés à mort** au Bangladesh, et notamment de la condamnation à la peine capitale de 152 soldats, après une mutinerie sanglante en 2009, et de la récente exécution d'Abdul Quader Molla. Il a demandé au gouvernement et au parlement d'abolir la peine de mort et de commuer toutes les peines capitales.